



Déclaration liminaire

CTL du 21/10/2016

Monsieur le Président,

Force Ouvrière revient ce jour dans cette instance après une période de boycott du dialogue social. Vous nous demanderez de voter l'approbation du PV du 27 octobre.

A sa lecture, nous constatons l'indigence des échanges. Preuve en est de l'impérieuse nécessité du dialogue avec toutes les organisations syndicales.

La DGFIP doit prendre conscience que ces échanges ne sont pas faits contre elle, mais pour garantir l'accès aux services publics pour chaque citoyen, sur des structures bénéficiant d'un fonctionnement satisfaisant, tant au bénéfice des usagers que des agents.

Nous en sommes très loin. La DGFIP persiste dans sa marche forcée vers l'éradication des structures et des effectifs.

35 000 emplois supprimés depuis 2002, soit un quart des effectifs, des centaines d'implantations supprimées

Résultat aujourd'hui : des services désorganisés, un manque cruel d'effectifs, une incompréhension croissante des agents sur le devenir de leur mission et emploi, des situations de stress pour les personnels.

L'illustration locale récente de nos propos : l'incident sur le site de la Paillade le 17 novembre 2017.

Un public peu ou pas en mesure d'évoquer par téléphone ou courriel leur problème, une charge de travail disproportionnée et des modalités d'accueil peu ou pas réfléchies.

En suivant votre logique, à terme, tout sera concentré sur ce type de structure. Cela ne marche pas aujourd'hui. Comment imaginer que demain en concentrant tout ces problèmes, vous allez les régler. Vous devez sortir de ce schéma vous menant droit à l'échec.

Malheureusement, aujourd'hui l'ordre du jour vous fera à nouveau l'exécutant d'une doctrine inepte.

Il est urgent d'écouter et dialoguer avec les organisations syndicales conscientes de la réalité du terrain.

Les élus en CTL.